



Communiqué de Presse Commun

Ensemble dans la rue et la chaise vide pour le gouvernement !

Les organisations syndicales CGT, FO, CFTD, SUD Santé Sociaux et UNSA Santé et Sociaux ont pris note que pendant 3 mois le Président de la République n'a pas jugé que l'état du pays nécessitait une rencontre pour trouver les voies de sortie de crise.

Elles n'entreront donc pas dans un agenda politique qui nécessiterait un rendez-vous en urgence et dont l'ordre du jour ne serait pas le retrait de la réforme des retraites, tant celle-ci vient impacter notre secteur hautement féminisé. Attachées à un dialogue social de qualité, réel et sincère, elles décident d'ici le 1^{er} mai de ne pas accepter de réunions avec l'exécutif ni avec le ministère de la Santé et de la Prévention.

Les organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique Hospitalière que nous sommes, refuseront de se rendre aux prochaines échéances suivantes :

- Le lundi 17 avril 2023 à une réunion organisée par la DGOS dans le cadre de la réaffectation des salarié.e.s suspendu.e.s suite aux recommandations de la HAS et à la levée de l'obligation vaccinale contre le COVID qui devrait intervenir les prochaines semaines.
- Le vendredi 21 avril 2023 à la séance plénière du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que ses réunions de préparation et commissions.
- Le lundi 24 avril 2023 à la réunion plénière du Conseil National de la Refondation en Santé organisée par le Ministre de la Santé et de la Prévention Monsieur François Braun et sa ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et de professions de Santé Madame Agnès Firmin le Bodo.
- Les organisations syndicales représentatives ne se rendront à aucune des réunions de l'agenda social de la Fonction Publique Hospitalière.

L'intersyndicale soutient toutes les actions et grèves engagées et les initiatives de proximité qui seront décidées avec les salarié.e.s localement dans les territoires jusqu'au 1^{er} mai. Et elle appelle le 1^{er} mai à une mobilisation massive des salarié.e.s, des retraité.e.s, des jeunes, des usagè.r.e.s et de la population pour exiger le retrait de la régressive loi des retraites et exiger des moyens nécessaires au développement, à l'amélioration de notre système de santé et de protection sociale.